

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL.

Structures petite enfance - Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Contemporain (MO.CO) - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier s'est, depuis de nombreuses années, largement orientée vers une sensibilisation artistique et culturelle des tout-petits et notamment pour les jeunes enfants qui bénéficient d'un accueil dans les structures petite enfance gérées par la collectivité. Afin de formaliser et développer ces projets, il est proposé d'établir une convention cadre de partenariat avec le Montpellier Contemporain (MO.CO) qui précise les engagements de chacune des deux parties.

L'éveil artistique et culturel des tout-petits libère leur créativité, leur émerveillement, leur sensibilité. Il permet l'expression de leurs émotions et participe à leur développement cognitif et moteur. Cette orientation répond ainsi aux principes édictés dans la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant et s'inscrit également dans le protocole d'accord interministériel de mars 2017 pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants, invitant les gestionnaires d'établissements d'accueil du jeune enfant et les structures culturelles à s'engager ensemble dans un parcours de généralisation de l'éducation artistique et culturelle.

Ce choix est largement renforcé par le rapport de Sophie MARINOPOULOS, « *Une stratégie nationale pour la santé culturelle* » (janvier 2019), qui place la culture au cœur de l'accompagnement du lien parent/enfant.

Enfin, le rapport de la commission des 1000 premiers jours (septembre 2020) définit l'éveil culturel et artistique comme essentiel au développement de l'enfant.

C'est dans ce contexte que la Ville, par l'intermédiaire de son Pôle Petite Enfance, a amorcé dès 2013 un partenariat avec le MO.CO dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Structurer l'action éducative menée conjointement depuis 2013 par le MO.CO et le Pôle Petite Enfance de la Ville de Montpellier en direction de la petite enfance via le réseau des établissements d'accueil du jeune enfant ;
- Concevoir et mettre en œuvre les axes culturels des programmes d'activités à destination des tout-petits au sein du MO.CO. en fonction de son actualité ;
- Initier des projets innovants en partenariat ;
- Concevoir et mettre en œuvre des dispositifs pédagogiques ;
- Etendre ces actions à l'ensemble des structures de la Ville de Montpellier ;
- Développer des actions de formation et de sensibilisation des personnels de la petite enfance en vue de construire des prolongements de visite, en lien avec les expositions ;
- Mettre en place des orientations pédagogiques adaptées au développement de l'enfant et ancrer les projets dans la relation de l'enfant et de sa famille ;
- Construire conjointement des projets liés à l'accompagnement à la parentalité.

La convention prend effet à la date de la signature par les parties, pour une durée d'un an. Elle sera renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an, dans la limite de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier et le MO.CO ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cadre de partenariat avec le MO.CO

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-181744-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.